

Crédit universel et utopies financières

2. Banque planétaire et socialisme romantique

Jean-Marie Thiveaud

Conseiller historique, Caisse des dépôts et consignations

Qu'elle est belle, l'occupation de travailler au bien de l'humanité ! Quel but auguste ! L'homme a-t-il un moyen de se rapprocher davantage de la Divinité ?... Plus d'honneur pour les Alexandre : vivent les Archimède !... Allons, mathématiciens, puisque vous êtes en tête, commencez... Messieurs (les propriétaires), en adoptant le projet que je vous propose, vous réduirez les crises que (les) peuples sont appelés à essuyer, sans qu'aucune force au monde puisse l'empêcher, à de simples changements dans leurs gouvernements et dans leurs finances... Souscrivez, mes amis, quelque peu d'argent que vous mettiez à la souscription, vous êtes si nombreux que la somme totale sera considérable... Je crois que toutes les classes de la société se trouveraient bien de cette organisation : le pouvoir spirituel entre les mains des savants, le pouvoir temporel entre les mains des propriétaires, le pouvoir de nommer ceux appelés à remplir les fonctions de grands chefs de l'humanité, entre les mains de tout le monde ; pour salaire aux gouvernants, la considération... C'est Dieu qui m'a parlé... L'obligation est imposée à chacun de donner constamment à ses forces personnelles une direction utile à l'humanité ».

249

Ainsi commence la grande vaticination d'Henri de Saint-Simon, à l'aube du XIX^e siècle que sa pensée délirante et prophétique, entretenue puis appliquée, au fil des ans, par ses disciples, va féconder profondément. Dans ces *Lettres d'un habitant de Genève*, impudemment dédiées, en 1803, au Premier consul qui prépare l'Empire, l'héritage des Lumières change soudain de dimension. La vénération de Newton et des mathématiques sera la nouvelle religion d'un temps nouveau où les progrès de l'esprit humain sauront bousculer la force d'inertie pour renouveler l'humanité entière. L'argent et le crédit fonderont dans les sociétés réformées les bases d'une saine administration, l'amour du prochain deviendra, automatiquement, par les vertus de l'association de tous les hommes, la seule morale universelle.

Dès cette première publication, Saint-Simon, continuateur avoué de Condorcet et des apôtres de la liberté et de l'égalité, affiche cette confiance

dans les finances que ses inspirateurs avaient déjà déclarée et que ses détracteurs ne manqueront pas de lui opposer, à titre posthume. Pourtant, certains de ses émules sauront aussi mettre en pratique ses généreuses ou folles idées dont, à maints égards et en bien des domaines, nous demeurons aujourd'hui les lointains héritiers. L'école saint-simonienne, plus encore que son père fondateur, fera du crédit l'arme essentielle de la régénération sociale, le moyen sûr d'offrir le bonheur à l'Humanité, d'établir, par tout le globe, l'amour universel.

Les critiques, les attaques, les anathèmes se sont à ce point abattus sur le comte de Saint-Simon et les saint-simoniens, depuis les premières et excentriques manifestations de leur communauté libertaire jusque bien au-delà de leur longue existence, finalement prospère, que l'histoire a trop souvent rangé l'ensemble de leurs travaux sur les rayons des vaines utopies ou des aimables fantaisies. Les libéraux, avec L. Reybaud, les socialistes avec Proudhon et Marx, ont tôt fait de minimiser ou ridiculiser des œuvres dont la portée, mal appréciée par les contemporains, dépasse très largement leur époque. Les liens étroits entre le Second Empire et les saint-simoniens ont achevé de ruiner leurs mérites aux yeux des républicains. Des séries d'études ont essayé, par vagues successives, tous les vingt ou vingt-cinq ans, d'améliorer les connaissances confuses sur ces questions en s'attachant, le plus souvent, aux aspects pittoresques des programmes sociaux ou de la religion. Quelques auteurs, parfois, qui ont examiné la part économique de la doctrine de Saint-Simon, ont osé des réhabilitations. Au sortir de la Première Guerre mondiale, un jeune économiste, J.-B. Vergeot, a voulu tirer, dans sa thèse académique, des leçons de la conception saint-simonienne du crédit, pour résoudre les problèmes bancaires de 1920. Plus récemment, en 1970, François Perroux a su réserver deux volumes de la revue de l'ISEA aux théories et pratiques économiques saint-simoniennes. La moisson y est abondante et l'ensemble riche d'enseignements, en particulier sur la diffusion internationale de l'école de Saint-Simon. Pourtant, la contribution apportée, dans ces pages, par le regretté Bertrand Gille, sur la question spécifique du crédit, tend, une fois encore, à réduire la portée des expériences saint-simoniennes en limitant l'examen à la critique d'une seule entreprise, au reste insuffisamment auscultée, et qui a malheureusement avorté.

Je n'ai pas le désir, ni les moyens, d'engager, ici, une polémique, mais, dans ce second numéro de la REF consacré au financement de l'économie mondiale, je voudrais simplement livrer au lecteur l'esquisse d'une petite anthologie, un spicilège de fragments glanés parmi les foisonnants écrits de ces militants du crédit universel, fondateurs enthousiastes de banques internationales et de systèmes de financement planétaires.

En effet, si, dans les premiers écrits de Saint-Simon, les savants et les artistes marchent devant le cortège du genre humain, les banquiers leur emboîtent le pas pour, ensemble, travailler à cette mission qui, née au siècle précédent, traverse le XIX^e siècle : le bien de l'Humanité. Et lorsque, contredisant Saint-Simon, poètes et artistes vont se replier sur cet « amour du moi » romantique, de nombreux jeunes gens, hommes de science et de

finances lui donneront raison en élargissant leurs plans à la dimension du globe.

Cette double préoccupation de l'innovation financière et du progrès universel, née avant la Révolution, résonne davantage encore, après les années autoritaires de l'Empire où Saint-Simon a dû parfois méditer en prison. Dans le merveilleux petit traité, *De la réorganisation de la société européenne*, qu'il publie en 1814, à l'heure où les diplomates discutent à Vienne, il renouvelle sa profession de foi financière. Ainsi, selon ses plans du Parlement européen et des institutions fédérales, « *des négociants, des savants, des magistrats et des administrateurs, doivent être appelés seuls à composer la chambre des députés du grand parlement. Et, en effet, tout ce qu'il y a d'intérêts communs à la société européenne peut être rapporté aux sciences, aux arts, à la législation, au commerce, à l'administration, à l'industrie* ». De même encore, « *les pairs du parlement européen devront avoir des richesses qui les rendent remarquables dans l'Europe entière* ». Son programme politique a les ambitions économiques et mondialistes qui, dans leurs excès, caractérisent déjà tout le siècle : « *Peupler le globe de la race européenne, qui est supérieure à toutes les autres races d'hommes ; le rendre voyageable et habitable comme l'Europe, voilà l'entreprise par laquelle le parlement européen devra continuellement exercer l'activité de l'Europe, et la tenir toujours en haleine*. » Pour réussir cette Europe, Saint-Simon pose le préalable de la réconciliation de la France et de l'Angleterre, et annonçant la montée irrésistible d'une Allemagne unie, le grand réformateur insiste sur les données financières de cette entreprise internationale. Il faut, dit-il, que la France et l'Angleterre partagent le poids de leur dette publique : « *Que l'énormité de cette dette n'effraie ni l'un ni l'autre des deux peuples : elle ira toujours en décroissant ; car à mesure qu'une nation devenue libre s'unira à la Société anglo-française, la dette lui deviendra commune en proportion de ses richesses... Lorsque le temps sera venu où la Société anglo-française se sera accrue par la réunion de l'Allemagne... la réorganisation du reste de l'Europe deviendra plus prompte et plus facile... Il viendra sans doute un temps où tous les peuples de l'Europe sentiront qu'il faut régler les points d'intérêt général, avant de descendre aux intérêts nationaux... L'âge d'or du genre humain n'est point derrière nous, il est au devant, il est dans la perfection de l'ordre social.* »

251

Si le Congrès de Vienne ignore les projets d'un Saint-Simon qui d'ailleurs n'en attendait rien, ce dernier, cependant, s'engage, à partir de 1816, à l'instar du gouvernement de la Restauration, dans une production théorique de plus en plus abondante où les aspects financiers prennent une part croissante.

Dans *L'industrie ou discussions politiques, morales et philosophiques*, publiée en diverses versions au cours des années 1816-1817, la première partie du traité est directement consacrée aux finances. Saint-Simon a, pour ce faire, emprunté la plume d'un administrateur, Saint-Aubin, mais les éditions complètes élaborées ultérieurement par les disciples ont évacué cet opuscule. Saint-Simon, selon sa méthode d'auto-enseignement, aura perfectionné ces connaissances auprès de cet ami compétent. Des éléments de la nouvelle pensée financière du maître subsistent cependant dans la version réputée

légitime par la succession, quoique rédigée par Augustin Thierry, « fils adoptif de Henri de Saint-Simon ». Le chapitre VII, *De la richesse nationale*, fixe le cadre de la doctrine et certains principes en sont bien connus. « Une nation n'est autre chose qu'une grande société d'industrie... le revenu de l'univers se produit par le concours des capitaux et de l'industrie de tous les peuples, etc. » Suit un long plaidoyer pour la liberté des échanges internationaux, illustré d'images empruntées à l'histoire des nations modernes : la Russie n'existerait pas sans son commerce avec les plus riches nations européennes, les Etats-Unis, « en commerçant avec l'Angleterre... ont acquis de quoi conquérir leur liberté sur l'Angleterre. » La conclusion de l'ouvrage est en harmonie : « Tout ce qui se produit de richesses et de liberté au dedans d'une nation, est gagné pour celles qui l'entourent ; tout ce qui s'en produit autour d'elle est gagné pour elle-même. Citoyens, travaillez pour le monde, le monde travaillera pour vous. » Contre A. Smith et J.B Say qui séparent la politique de l'économie politique, Saint-Simon résume la politique à « la science de la production » et comme la production ne s'entend pas sans capitaux, le crédit devient la pierre angulaire de tout gouvernement. Saint-Simon prend à témoin Jacques Laffitte, discret compagnon de route, et souligne l'exemple du premier emprunt qui suit, en 1817, la réorganisation du système français de finances. Et pour se rallier les faveurs de Chateaubriand, il ajoute un codicille à son intention qu'il conclut par cette formule prudente et positive : « Les négociants sont... les plus intéressés à l'établissement du nouveau système de morale : car ils sont ceux dont les propriétés sont les plus exposées au pillage... »

252

Dès lors, dans cette construction du « siècle industriel », les banquiers et les manieurs d'argent vont, par nécessité, venir au premier rang de sa pacifique révolution, avec l'appui parallèle, et déjà historique, de la communauté des savants.

« Les industriels les plus importants, rapportant toutes les idées à la production, jugeront ce qu'il y a d'immédiatement praticable dans les projets d'utilité publique conçus et élaborés dans le concert des savants et des artistes ; ils combineront les mesures d'exécution et en attribueront la direction aux banquiers qui sont toujours en tête des mouvements financiers. » (in Catéchisme des industriels. De l'organisation sociale).

Entre 1817 et 1825, jusqu'à la mort du prophète, les déclarations flatteuses et les cris de ralliement vont se succéder dans la masse foisonnante des publications. Les quelques fragments reproduits ici suffiront à la démonstration.

« La science de la banque ou des finances (car ce n'en est qu'une) est encore dans l'enfance. Les banquiers ne se sont même pas encore aperçu qu'il y a plus à gagner pour eux avec les peuples qu'avec les rois ; ils ne se sont pas encore aperçu qu'il leur serait plus avantageux de prêter leur appui aux peuples, pour forcer les rois à rester dans l'intérêt national, que de soutenir les intérêts des rois qui sont, hélas ! plus souvent

qu'on ne le remarque, contrairement aux intérêts nationaux. (...)
(L'industrie, t. II)

« Les travaux les plus utiles à la société sont précisément, de tous, ceux qui lui coûtent le moins.

« Ces travaux sont ceux dans lesquels les chefs gouvernent le moins leurs subordonnés.

« Enfin, nous citerons, pour exemple, l'administration industrielle qui, par sa nature, semble devoir provoquer davantage l'avidité, et nécessiter la plus grande intensité de gouvernement, la Banque de France.

« Eh bien, la Banque de France est administrée par douze régents qui n'ont aucun traitement, et qui ne consacrent à ce travail que deux heures par semaine. Le gouverneur de cet établissement y jouit d'une grande considération, parce qu'il est le chef d'une des premières maisons de banque ; mais ce n'est point en sa qualité de gouverneur, puisque les deux sous-gouverneurs n'y sont classés que comme des commis renforcés. » (...) (L'organisateur, appendice)

La classe industrielle, comme nous l'avons dit dans notre premier cahier, est complètement organisée au moyen de la Banque qui lie entre elles toutes les branches de l'industrie, au moyen des banquiers qui lient entre eux les industriels de tous les genres ; de manière que tous les efforts des industriels peuvent facilement se combiner, pour atteindre à un but d'intérêt qui leur est commun. (...) (Catéchisme des industriels)

Le jour où les banquiers feront de leur maison un lieu de réunion agréable pour les industriels de la rue Saint-Denis, de la rue de la Verrerie, de la rue des Bourdonnais, etc., ainsi que pour les manufacturiers établis dans les faubourgs, les industriels commenceront à former un parti politique ; ils commenceront à exercer une véritable influence sur l'administration des affaires publiques. L'Europe est dans la France et la France dans Paris. En moins d'un an, les banquiers de Paris peuvent jouer le rôle politique le plus important en Europe, s'ils savent s'entendre et employer convenablement leurs moyens, qu'ils ont, jusqu'à ce jour, gaspillés d'une manière pitoyable, nous pourrions même dire qu'ils ont employés d'une manière directement contraire aux intérêts politiques de la classe industrielle. (...) (L'industrie)

Et, en effet, tous les cultivateurs et les autres fabricants sont liés entre eux par la classe des commerçants, et tous les négociants ont, dans les banquiers, des agents qui leur sont communs ; de manière que les banquiers peuvent et doivent être considérés comme les agents généraux de l'industrie. (...)

Dans cet état de choses, les premières maisons de banque de Paris se trouvent appelées à diriger l'action politique des industriels ;

Dans cet état de choses, la morale impose aux chefs de ces maisons l'obligation de travailler à la formation du parti industriel ;

Dans cet état de choses, enfin, le plus puissant et le plus actif de tous les stimulants pousse les chefs des premières maisons de banque de Paris à planter le drapeau industriel. (...)

Les Français ne peuvent pas travailler seuls à ce grand œuvre ; il est nécessaire, pour le succès de cette entreprise, que tous les peuples qui composent la grande nation occidentale de l'Europe, c'est-à-dire les Français, les Anglais, les Belges, les Portugais, les Espagnols et les Italiens, concourent à son exécution. Ces peuples ont été tous soumis à la domination romaine. (...)

Ces peuples ont tous des moyens semblables et presque égaux ; ils doivent travailler avec un zèle égal à l'établissement du régime industriel qui sera l'organisation définitive de l'espèce humaine, parce que cette forme, ou plutôt cette nature d'association, est la seule qui soit essentiellement morale, c'est-à-dire la plus avantageuse possible à la majorité des sociétaires. (...) (Du système industriel)

254

Aux premiers acolytes, recrutés dans les rangs des savants (ses secrétaires, Augustin Thierry puis Auguste Comte), Saint-Simon substitue, plus ou moins délibérément, des mathématiciens et des banquiers. Olinde Rodrigues, qui recueille le dernier souffle du maître et exécute son testament, est un banquier, fils de banquier, cousin des banquiers Péreire, normalien et mathématicien. Prosper Enfantin, le jeune pape de la Religion de Saint-Simon est entré à l'École polytechnique et il a fait ses premières armes professionnelles dans la finance, d'abord en Russie puis à Paris, à la Caisse hypothécaire.

En 1825, l'année même de la mort du Père Saint-Simon, Olinde Rodrigues publie ses *Dialogues philosophiques* et les *Considérations générales sur les banquiers*, commentaires de certains passages du *Catéchisme industriel* et odes puissantes à la fonction sociale des métiers de la finance.

« L'établissement de la banque, des compagnies d'assurances, des caisses d'épargne, des compagnies pour la construction des canaux et la formation d'une multitude d'autres associations qui ont pour objet l'administration d'affaires très importantes ont habitué les Français au mode administratif pour la gestion de grands intérêts. » Et d'en tirer les conséquences pour une généralisation de ces méthodes et leur extension à tous les pays.

(...) en plaçant les banquiers au sommet de la hiérarchie industrielle, elle augmente leur valeur à leurs propres yeux et leur fait concevoir la grandeur des services qu'ils pourront rendre au corps social, lorsqu'ils s'occuperont directement de la

formation d'un système positif de bien public ; enfin cette superposition de la banque à toutes les branches particulières de l'industrie, offre un avantage immense pour mesurer avec clarté et précision les progrès de l'industrie en importance politique. (...)

Appelés d'abord comme instruments passifs pour les gouvernements, les banquiers ont vu leur influence s'accroître rapidement. (...)

Les banquiers ont toujours tendu à modifier les principes de l'administration ; ils lui ont enfin imposé le système de crédit public qui, tout en mettant les grands moyens de puissance entre les mains des gouvernements, les force à la longue à en faire un utile usage pour la société, le crédit s'usant bien vite entre leurs mains quand les intérêts généraux sont réellement en péril. Outre cela, les principaux banquiers de l'Europe exercent journellement une grande influence sur les projets financiers des gouvernements, au point qu'on leur en attribue souvent tout le mérite. (...)

Oui, la banque est devenue une puissance politique en Europe, mais une puissance essentiellement pacifique, la seule qui par sa nature tende directement au maintien de la paix.

Cependant cette puissance politique des banquiers n'existe encore que dans ses éléments ; les banquiers n'ont point encore aperçu complètement l'avenir de l'industrie, ni songé à combiner un plan pour hâter l'époque où la classe industrielle, dont ils sont les chefs, aura obtenu dans le corps social tous les avantages qui lui sont destinés par la marche de la civilisation. (...)

Qu'il nous suffise aujourd'hui de faire observer aux banquiers que leur intérêt particulier, indépendamment des avantages de considération qui en résulteraient pour eux, les appelle, aussi bien que l'intérêt général, à porter leurs vues sur l'ensemble du système financier des peuples industriels. (...)

Mais si les progrès de la civilisation appellent les banquiers à opérer la réforme définitive des finances, et à en diriger la haute administration, ils ne peuvent néanmoins réussir dans cette grande entreprise que par le secours de l'opinion publique, à laquelle ils ont besoin de s'unir fortement (...); ils appelleront ainsi au service du bien public toutes les capacités intellectuelles.

Chaque branche de l'industrie est en rapport avec une branche particulière des sciences ou des beaux-arts ; les banquiers, comme exerçant la branche générale de l'industrie, doivent établir des relations directes avec la masse des savants et des artistes les plus distingués. (...)

Les savants cesseront de passer pour des rêveurs, les

banquiers pour des hommes d'argent ; l'adage absurde, bon en théorie, mauvais en pratique, disparaîtra en même temps, et toutes les forces du corps social, unies en un faisceau, concourront à la grande opération philosophique et financière qui, faisant de la société un tout homogène, la constituera dans son ensemble comme elle l'est déjà dans ses éléments. (...)

Et, au terme de longs développements, Rodrigues conclut son apologie du « système industriel » soutenu par les banquiers, par une sorte de discours de réclame : « *Alors non seulement les industriels désireront vivement l'établissement du nouveau système, mais encore les banquiers y trouveront l'occasion d'une opération financière plus fructueuse qu'aucune de celles qu'ils ont effectués jusqu'à ce jour... les moyens des banquiers sont immenses, ils sont fort au-dessus de ce qu'ils imaginent...* »

La même année, l'équipe du « Producteur », organe de la première communauté, sous la direction de Prosper Enfantin, offre constamment à ses lecteurs des articles qui célèbrent les mérites du crédit.

Dès le premier numéro, sous la plume d'Enfantin, lui-même, l'on retrouve cette conviction dans les effets de l'innovation financière et pour la fonction salvatrice des banquiers. Comme dans les grandes dissertations de Saint-Simon, l'exemple, même *a contrario*, vient de l'Angleterre :

Les banquiers, qui sont à la fois industriels et capitalistes, mais qui doivent être principalement industriels, ne se sont malheureusement pas entendus à une époque où l'industrie avait besoin d'un effort général pour accélérer la diminution du taux de l'intérêt. (...)

Quelques personnes ajoutent à ces causes de malaise les engagements considérables d'exportation de capitaux de la part de l'Angleterre, dans des contrées très éloignées, pour des entreprises de longue durée et souvent incertaines ; mais si l'Angleterre s'est engagée d'une manière exagérée, quelquefois folle, dans des exploitations de mines, c'est encore le jeu qui en est la cause (...); mais qu'est-il arrivé ? l'ancien préjugé en faveur des métaux précieux représentants généraux de la richesse s'est réveillé avec une nouvelle ardeur ; on a prononcé les noms de toutes les mines dont on a soupçonné l'exploitation possible ; des faiseurs d'actions en ont inondé le marché : alléchés par la hausse de tous les fonds, les engagements à remplir au-dehors sont montés au-delà de toute limite. (...)

« Le Producteur » devient, en quelque sorte, l'instrument de référence de l'innovation financière. Dans chaque numéro les membres du petit mouvement examinent les avantages du papier-monnaie, les vertus comparées de l'emprunt et de l'impôt, les nouveaux modèles de banque d'escompte, les théories révolutionnaires du crédit ou les recettes appropriées à la baisse des taux d'intérêt. Les exemples sont empruntés à l'actualité internationale et avant

même d'avoir fondé leur religion de l'amour universel, les saint-simoniens de la première observance entreprennent déjà une croisade mondiale et financière.

Soucieux de traduire leurs théories en pratique, les jeunes militants, enrôlés autour d'Olinde Rodrigues dans la gestion de la Caisse hypothécaire, tentent de créer une « banque universelle » au double sens géographique et fonctionnel. L'histoire de cette entreprise demeure confuse et très imbriquée à l'initiative parallèle de Jacques Laffitte. Certains historiens, comme Bertrand Gille, considèrent qu'il n'exista qu'une seule société où l'influence de Laffitte dépasse largement celle des saint-simoniens, d'autres veulent distinguer deux structures indépendantes. Dans l'état actuel du dossier que je n'ai pas davantage instrumenté, je me bornerai à souligner, d'après les écrits de l'école saint-simonienne, la dimension profondément internationale de ce projet, fût-il détourné ou inabouti.

« La Société commanditaire de l'industrie, écrit I. Rouen, en 1825, forme son capital par le concours de banquiers et capitalistes français, anglais, allemands, etc. (...). L'objet sur lequel doivent porter les spéculations est indéfini... son intérêt se porte sur tous les points de la production industrielle... Indépendamment de la somme et de l'emploi du capital, la manière dont il se forme par le concours de capitalistes français et étrangers, est un phénomène remarquable et qui distingue essentiellement l'époque actuelle... il devient évident que l'industrie d'une nation n'est point ennemie de l'industrie des autres peuples, que tout au contraire elle en est l'alliée et le soutien naturel. Bien mieux convaincues par l'exemple que par les démonstrations des économistes, les populations des divers Etats civilisés, abjurant leurs vieux préjugés, n'hésiteront plus à se prêter un mutuel appui et resserreront les liens de fraternité qui les unissent... Mais le but (de la Société commanditaire de l'industrie) n'est lui-même qu'un des premiers jalons de l'immense carrière de la production où le travail se systématisant, se généralisant de plus en plus, doit succéder au travail, jusqu'à ce que pour dernier résultat, il ait couvert le globe entier d'une innombrable et fraternelle population, n'ayant plus qu'un même intérêt, une même pensée, l'exploitation complète et méthodique de la planète que nous habitons. »

257

Le projet de Laffitte, celui, plus hypothétique d'Enfantin sombrèrent ensemble dans la crise financière de 1825 et sous les coups du gouvernement qui, comme le prévoyait Thiers, se méfiait « d'une puissance industrielle et indépendante de lui »... qui promettait « d'offrir des placements sûrs et commodes, qui rivaliseront un jour avec la rente. »

Pourtant, cette idée d'une « banque universelle » continue d'obséder les saint-simoniens et le « Producteur », puis « le Globe », racheté par les amis d'Enfantin, publie alors de nombreux articles sur un thème qui passionne le cercle des économistes et des financiers européens.

Quoique moins célèbre, J.-J. Dubouchet, lui aussi mêlé au milieu des affaires, propose ainsi, en 1826, et toujours dans le « Producteur », une extension géographique de toutes ces thèses et, dans une interprétation orthodoxe et la doctrine du fondateur, il dispose clairement des éléments fondamentaux du crédit universel. Dubouchet opère une synthèse des principes de Saint-Simon, ajoute les leçons des expériences les plus récentes et persiste dans la même foi pour la miraculeuse conjonction de la science et de la finance.

Le défaut de communications bien établies, soit entre les peuples, soit entre les différentes portions d'un peuple, l'incertitude des renseignements statistiques, l'ignorance des bonnes théories commerciales, l'absence de registres publics constatant avec exactitude l'état de la richesse des nations, l'instabilité du crédit, les guerres, et une foule d'autres causes générales ou accidentelles, produisent, entre la production et la demande, cette disproportion désignée sous le nom d'encombrement. La plupart des économistes ont vu le mal, mais, ou ils ne se sont pas occupés d'y chercher des remèdes ou ils n'en ont proposé que d'insuffisants. (...) L'Angleterre, si en avant des autres nations dans les procédés de l'industrie et dans le nombre et la grandeur de ses entreprises industrielles, n'est point au-dessus d'elles dans tout ce qui a rapport aux théories économiques et même dans la connaissance des faits statistiques ; son ignorance, sur ces points, l'a entraînée dans l'abîme. (...) Des masses énormes de produits jetés sur le continent en ont surchargé les marchés ; de là les premiers embarras de l'Angleterre : ils eussent eu pour elle les conséquences les plus funestes, si l'Amérique n'était venue lui offrir de nouveaux débouchés. Les ports des anciennes colonies espagnoles, ouverts au commerce de l'Europe, à la suite des efforts tentés par ces colonies, pour conquérir leur indépendance, regorgèrent bientôt de marchandises anglaises. Jusque dans les villes du Chili, l'on vit une infinie variété de ces marchandises, et leur abondance était telle qu'elles se vendaient à la moitié ou au quart du prix auquel elles se seraient vendues en Angleterre. Ces fautes furent encore le résultat de l'observation des faits statistiques. On s'était imaginé qu'il suffisait que les colonies prissent le titre de républiques indépendantes pour devenir des nations riches et puissantes. Le Nouveau-Monde était la terre promise ; Amérique ! Amérique ! était le cri des armateurs anglais, et chaque jour de nombreux vaisseaux faisaient voile vers l'occident. On ne soupçonnait pas que des peuples récemment affranchis du joug le plus abrutissant qu'il ait jamais pesé sur l'espèce humaine, n'ayant encore aucune habitude d'ordre et de travail, privés de capitaux de toute nature et engagés dans une guerre opiniâtre, à succès variés et conduite

à la manière des barbares, ne pouvaient offrir que bien peu de chose en échange de tous les produits qu'on leur envoyait avec une si grande profusion. (...) A cette cause d'embaras et de ruine qui peut être attribuée à une production mal entendue, s'en sont jointes d'autres qui ont puissamment aggravé le mal ; la fureur des emprunts pour l'Amérique et les entreprises des mines ont absorbé des capitaux énormes, et les spéculations fictives, venant par-dessus tout cela verser sur les marchés des masses prodigieuses d'engagement, ont achevé le désordre en jetant l'épouvante chez tous les capitalistes. (...) Les moyens qui serviront dans l'avenir à prévenir les maux de l'encombrement, auront également pour effet de prévenir les spéculations réelles ou fictives. Parmi ces moyens nous avons déjà indiqué l'établissement de communications faciles, rapides et peu coûteuses, soit de nation à nation, soit entre les diverses parties d'un même pays. La facilité et la promptitude des communications permettent aux produits de se répartir plus aisément et plus généralement, elles font mieux apprécier les besoins des diverses localités ; elles encouragent la propagation de l'industrie, dans des contrées qu'elle n'a point encore fécondées, et provoquent la création de nouveaux moyens d'échange. (...)

Ce qui contribuera également à prévenir les encombrements et à tuer la spéculation, ce sont des travaux statistiques, généraux et complets ; c'est la création de registres publics ou de grands livres de la richesse des nations, contenant avec toute l'exactitude possible, les renseignements qui pourraient éclairer le producteur dans la conduite de ses travaux. On conçoit comment de pareils livres, indiquant régulièrement le mouvement industriel du monde civilisé, la somme des capitaux immobiliers ou circulants, celle de toutes les marchandises en magasin ou qui ont été écoulées, le nombre des ateliers et des bras destinés à répondre aux demandes, etc. ; on conçoit, disons-nous, comment de pareils livres jetteront des lumières sur les entreprises et les conceptions du commerce, empêcheront les faux calculs, les mauvais effets de la concurrence, et préviendront les encombrements. (...)

Enfin, l'organisation du crédit par l'institution des banques d'escompte sera le moyen le plus efficace de prévenir les désordres de l'industrie, et de rendre impossible dans les transactions commerciales, l'action d'intermédiaires, qui se font payer chèrement leur intervention. Mais ces banques ne pourront rendre tous les services qu'on doit en attendre, que lorsque des travaux complets de statistique seront faits. Alors les banques d'escompte qui se trouveront à la tête du crédit universel, et qui absorberont à elles tous les capitaux oisifs, pourront mettre obstacle à toutes les spéculations auxquelles la

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

confusion et le désordre dans l'industrie donnent naissance. (...) L'ordre et la régularité seront difficilement troublés dans les transactions commerciales et les travaux de l'industrie, à cause de leur grande simplification, qui sera la conséquence même de l'existence des banques. (...)

Parmi bien d'autres, un membre de l'équipe d'Enfantin, Gustave d'Eichtal, banquier, fils et frère de banquiers importants, entretient sur ces problèmes d'étroites relations avec les milieux économistes anglais. Les lettres échangées par le groupe saint-simonien avec Stuart Mill ont déjà fait l'objet de plusieurs éditions mais une correspondance, inédite, trouvée cet été 1990, dans les collections de manuscrits de la bibliothèque de l'Arsenal, illustre aussi cet intérêt des économistes anglais pour le projet de banque universelle ¹.

Le 4 décembre 1828, d'Eichtal écrit à l'économètre Tooke :

Je tâcherai de vous réconcilier avec ce système d'unité, qui paraît être ce qui vous offusque le plus dans la doctrine de M. Saint-Simon. (...)

En concevant de cette manière les attributions de la banque générale du crédit public, il est évident que cette banque n'est pas moins nécessaire que la banque générale pour l'émission du papier monnaie, avec laquelle elle se confond d'ailleurs. Les mêmes motifs militent en faveur de l'établissement de l'une ou de l'autre. Vous me dites par exemple à propos de l'émission du papier monnaie que cette opération doit être dirigée d'après une vue générale de l'état industriel de tout le pays, et que par cette raison elle demande unité de direction, c'est-à-dire une banque générale.

Quand à une direction unitaire, à donner aux banquiers, et qui aurait pour effet de régler d'après une vue d'ensemble l'exploitation du capital, ou ce qui revient au même, la distribution des crédits par branche du travail, il semble qu'en Ecosse on approche déjà de ce résultat. Car l'ancienne rivalité des grandes banques est considérablement amortie. Elle subsiste même à peine. (...)

Vous m'objecterez peut-être que si cette banque centrale existe, elle [deviendrait] despotique ; elle imposera aux individus telles conditions qu'elle voudra. Elle sera contrôlée par les directeurs généraux de la société, par le clergé. Voyez seulement ce qui s'est passé sous le catholicisme ; on ferait des volumes, de toutes les bulles publiées par les papes pour régler les rapports des capitalistes et des travailleurs. Remarquez aussi, (par parenthèse) que le clergé sera contenu lui-même par les directeurs industriels ; on n'aura donc pas à craindre de la part du clergé des agissements semblables à ceux dont s'est rendu coupable le clergé catholique.

¹ Arsenal, Ms. 13756/14.

Tooke lui répond, le mois suivant :

Nothing can be better than his exposition of the immense utility of banks of discount : but I do not admit his proposition of a « banque générale » (which I see you also adopt) at least in the full extend to which he carries it. I have two objections to it, the one special proceeding from the distinction between the functions of discount, the functions of circulation : the other general affecting the whole of the doctrine of the school of Saint-Simon relative to « l'administration industrielle ». Let us begin with the first. I admit without reserve the expediency of a currency consisting entirely of paper-money. In this I only follow Ricardo. Ricardo advocates the convertibility of paper-money into gold only as far as it is necessary to prevent fluctuations in the value of the currency. While a certain number of countries interchange commodities, the value of money in all of them must constantly tend to a level : — as long as the precious metals form the money of the greater part of the world, they must constitute the most convenient (mark that I do not say necessary) instrument for preserving that level. I need not go through the process. Ricardo explains it with perfect clearness. Without doubt, the world will one day come generally to descend the use of the metals for money as Russia has done already. But we must suppose a general change in the respect before a single country can adopt the measure with impunity. The fluctuations of the value of the Russian papermoney, altho the amount issued is fixed or supposed to be so, are sometimes very considerable — very injurious to trade because they do not admit of being directly remedied by the transmission of the precious metals. The variation in the exchange on London at Petersbourg sometimes varies within six months. The exchange on Paris at London or on London at Paris seldom varies beyond the expense of transmissing gold from one place to the other from 8 %/4 %. It is true that the circumstance of the standard being gold in this country. Silver in France is in itself a cause of slight variations ; the principle remains the same and in point of fact, the limits of the variation of the exchanges between England and France or between those countries. Holland or Germany are small. Mr. Mill in his elements of Political Economy recommends a paper-currency non convertible. For the reason above mentioned I think that the regulation of the value of a paper-currency by means of convertibility is better as yet than any administrative regulation such as the proposes would be. But I repeat that I believe ultimately we shall arrive at the latter.

261

Bientôt, cependant, les forces de l'esprit l'emportent sur celles de l'argent et l'école se transforme en église et en couvent excentrique, à Ménilmontant.

Les débordements de la communauté, ses extravagances et ses provocations contribuent à éteindre provisoirement son rayonnement intellectuel.

Pourtant, cette fascination pour la mondialisation de l'économie ne quittera jamais les premiers militants et, avant de pouvoir, sous le Second Empire notamment, tenter de donner au rêve des traductions concrètes, les plus fous comme les plus sages continuent de plaider pour l'établissement du crédit universel grâce à un vaste système international de communications. Le percement des isthmes sur la planète garantira la circulation du bonheur et de la richesse.

En 1832, tandis que ses anciens amis, qu'il a abandonnés par peur de leur fanatisme religieux et sexuel, continuent de purger leur peine, Michel Chevallier, à la sortie d'une brève session dans les geôles de Sainte-Pélagie, publie, dans le *Globe*, son fameux *Système de la Méditerranée*. Le jeune ingénieur qui sera le chef de file de la pensée économique française, entre 1840 et 1870, le ministre du commerce de Napoléon III et le promoteur, après la création de l'Union latine, d'une monnaie universelle, met alors tous ses espoirs dans l'inscription géographique et géopolitique de la doctrine saint-simonienne. Il n'a pas renoncé au projet de la « société industrielle » et de « l'association universelle », il a gardé la foi dans le Progrès et l'amour de l'Humanité et, avant d'en propager les ardeurs aux quatre coins de la planète, il propose une étape préliminaire autour de la Méditerranée pour régler aussi ce que les diplomates commencent d'appeler « la question d'Orient ». Comme il se doit, son tableau fabuleux comprend évidemment un système de crédit à l'échelle du projet et qui en sera aussi la substance essentielle.

Les théories exposées par Chevallier sont celles de la communauté saint-simonienne et malgré les brouilles et les désaccords, tous s'appliquent à les mettre en pratique.

Le plan de pacification qu'attend le monde devra être la conciliation de l'Orient et de l'Occident. Ce sera la consécration politique de l'accord qui doit exister dans l'avenir entre la matière et l'esprit, qui jusqu'ici ont perpétuellement été en guerre. (...)

La politique pacifique de l'avenir aura pour objet, dans son application la plus immédiate, de constituer à l'état d'association, autour de la Méditerranée, les deux massifs de peuples qui, depuis 3 000 ans, s'entre-choquent comme représentants de l'Orient et de l'Occident ; c'est là le premier pas à faire vers l'association universelle. La Méditerranée, en y comprenant la mer Noire et même la Caspienne, qui n'en a probablement été séparée que dans une des dernières révolutions du globe, deviendra ainsi le centre d'un système politique qui ralliera tous les peuples de l'ancien continent et leur permettra d'harmoniser leurs rapports entre eux et avec le nouveau monde. (...)

Concevons que, poussant devant soi la civilisation, l'Europe s'étende peu à peu sur l'Asie, par les Russes au nord, par les Anglais au midi, par la Turquie à l'ouest ; supposons que, d'un

côté, les Américains y affluent à l'est ; imaginons que pour mettre en activité le double courant qui, de l'Amérique et de l'Europe, viendrait visiter la vieille Asie, l'on perce les deux isthmes de Suez et de Panama, et représentons-nous, s'il est possible, le ravissant tableau qu'offrirait bientôt l'ancien continent.

Et ce n'est pas tout. Concevons encore que les améliorations au régime des communications par eau marchent de front avec l'ouverture des chemins de fer, de sorte que tout puissant cours d'eau soit rendu navigable directement par des travaux opérés dans son lit ou indirectement par le creusement du canal latéral.

Concevons que des milliers de bateaux à vapeur sillonnent la Méditerranée dans tous les sens, de Sébastopol à Gibraltar, de Carthagène à Smyrne, de Venise à Alexandrie ; que d'autres remontent les grands fleuves qui l'alimentent et, parcourant ses rives dentelées, fouillent tous les coins de l'Archipel grec, de l'Adriatique, de la mer Noire, de la Baltique, de la mer Caspienne et des golfes Arabe et Persique.

Concevons que, sur tout le territoire méditerranéen, l'agriculture soit rendue florissante et que, particulièrement à cet effet, les nombreux canaux d'irrigation et de dessèchement qu'elle réclame soient ouverts sans plus de retard ; que la richesse minérale soit exploitée conformément à un grand plan d'ensemble ; que des fabriques de toute sorte façonnent les produits nécessaires au bien-être de l'homme.

263

Supposons enfin un vaste système de banques, qui répande un chyle salutaire dans toutes les veines de ce corps à la dévorante activité, aux articulations innombrables.

Admettons pour un instant que cette création gigantesque soit entièrement réalisée demain et demandons-nous si, au milieu de tant de prospérité, il pourrait se trouver un cabinet qui, saisi d'une fièvre belliqueuse, songeât sérieusement à arracher les peuples à leur activité féconde pour les lancer dans une carrière de sang et de destruction ; si alors il existait des capitalistes qui, effrayés d'un avenir incertain, resserrassent leurs capitaux et des populations affamées qu'on pût décider à l'émeute. (...)

Je suis convaincu que si on évaluait la dépréciation qu'a subie la richesse du Monde depuis les événements de juillet, le chiffre de cette dépréciation s'élèverait au moins aux deux tiers de la somme totale de 18 milliards qu'exigerait l'exécution entière de notre plan.

Tel est le système politique que nous proposons à tous les hommes qui sont préoccupés de la crise européenne, aux méditations des diplomates et des gouvernants. (...)

Il y a place dans cette œuvre pour les savants dont les

lumières ont à éclairer le plan et dont les méditations en prépareront la réalisation et la rendront plus facile. Il y a place pour les hommes d'art de tous les pays, pour les ingénieurs qui, en Angleterre et sur le continent, ont recueilli et fait fructifier l'héritage des Riquet et des Watt. Il y a place pour les industriels aux mains desquels la nature verse ses produits et qui les métamorphosent en cent façons pour l'embellissement de l'humanité et du globe qu'elle habite. Il y a place pour les commerçants infatigables qui, d'un pôle à l'autre, vont chercher ses produits, place de plus en plus large, de plus en plus commode pour le pauvre peuple des ateliers et des campagnes ; place, et sur les premiers rangs, pour les banquiers dispensateurs du crédit, dépositaires de la richesse des individus et des Etats.

Il y a place en vue de tous, place entourée d'or et de pourpre, place ornée de guirlandes de fleurs pour les poètes, pour les hommes d'inspiration qui jusqu'ici, ne trouvant de grand dans la société que la guerre, ont chanté la guerre et ses scènes de deuil et qui maintenant ont à chanter l'épithalame de l'Orient et de l'Occident. (...)

Quelques années plus tard, après un plus long séjour en prison et au retour de ses missions économiques en Algérie, pour le compte du gouvernement, puis de ses tribulations en Egypte, mandaté par des banquiers européens, sur le premier chantier de Suez, justement, Enfantin reprend la plume et la prédication. En 1849, dans un journal éphémère qu'il vient de fonder, au titre particulièrement explicite *Le Crédit*, il publie ses réflexions de la décennie écoulée, rédigées au gré de ses séjours en terre d'Afrique.

Mais on demande toujours : Qui donc classera les capacités ? Je réponds : Les plus capables ; et je demande à mon tour : Qui donc aujourd'hui classe les divers crédits à accorder par les banques ? Imaginez-vous quelle serait l'illusion qui troublerait l'esprit de nos industriels, s'ils avisaient un jour de dire : « Que la banque nous laisse tranquilles ! Elle nous classe, elle nous juge, elle donne à l'un, elle refuse à l'autre ; elle gouverne nos affaires ; car enfin s'il lui plaît ou lui déplaît de nous accorder crédit, nous augmentons nos affaires où nous sommes contraints de les réduire. » Je concevrais qu'on eût dit cela avant l'institution des banques, et en effet on l'a dit ; bon nombre de défenseurs de la liberté s'écriaient : Voilà des gens qui sauront nos affaires, dont l'opinion sur notre crédit sera considérée comme généralement juste, et qui, par conséquent, nous feront, pour ainsi dire, porter au front le signe de notre valeur réelle ; ils abuseront, tyranniseront, monopoliseront, etc., et ces républicains industriels ne s'apercevaient pas que lorsqu'ils avaient besoin d'argent, avant l'établissement des

banques, il leur fallait aller en cachette, à confesse, aux pieds d'un escompteur, agioteur, prêteur sur gages, c'est-à-dire subir le despotisme le plus vorace et le plus humiliant.

Elargir le cercle commercial et industriel de l'institution des banques, créer une institution analogue pour la crédit agricole, voici des institutions que le gouvernement peut, je le crois, inspirer, encourager, faciliter, et qui, ce me semble, ne sont pas de nature à lui attirer, s'il s'en mêle, un : laissez-nous tranquilles !

Il y a dans pareille œuvre, non seulement la gloire de tout un siècle, mais le germe de la politique de tous les chefs des peuples dans l'avenir ; elle serait le premier jour d'une nouvelle ère pour l'humanité, car celle consacrerait la fin de l'esprit de conquête ; elle serait le premier acte de l'esprit d'association, d'union, de religion universelle ; je brûle du désir de me rapprocher de ce moment où l'on commandera, de haut et franchement, à l'humanité qui fait face en arrière, demi-tour et en avant ! Alors tous les roquets qui nous mordent les jambes, tous ces avocassiers qui bavardent, seront obligés de prendre leurs petites jambes à leur cou et de se taire.

Louis-Napoléon Bonaparte, le prince-président, dont on a souvent voulu faire l'un des émules de Saint-Simon, ne tardera pas à répondre, à sa façon, aux vœux d'Enfantin, en criant à la France « demi-tour » et « en avant ».

Le Second Empire sera par excellence le règne du crédit triomphant. Il essaiera de reproduire, en termes souvent plus mesurées ou détournés d'une partie de leurs généreuses ambitions, certaines des théories saint-simoniennes. Les principaux acteurs de la petite communauté initiale ont pris le pouvoir ou le galon, certains d'entre eux, comme les frères Péreire, risqueront avec audace et à leurs propres dépens, le prix des innovations héritées de la première époque, dans l'enthousiasme des fondations. Olinde Rodrigues appuiera, dès la II^e République, le développement du système des assurances publiques, non seulement dans un but d'amélioration du sort de la classe laborieuse mais au nom de cette vieille idée qu'il faut forcer de longues capitalisations, immobiliser une épargne massive et de long terme. Michel Chevalier demeurera fidèle à ces larges visions, il inspirera les politiques industrielles et commerciales de Napoléon, organisera les expositions universelles, plaidera pour une monnaie elle aussi universelle et, toujours obsédé par la circulation, présidera, en 1875, avec quelques survivants des années de jeunesse, la première société d'exploitation d'un tunnel sous la Manche. Le projet de l'association universelle reste pour nombre de banquiers, d'industriels, de fonctionnaires, un objectif et un stimulant, au moment où Marx appelle les prolétaires du monde entier à l'union, où les ouvriers fondent l'Internationale de la révolution.

Les événements et l'Histoire capricieuse tempèrent les aspirations sublimes de l'école de Saint-Simon. La postérité demeurera aussi ingrate pour les saint-simoniens dont avaient été jaloux leurs adversaires contemporains.

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Prosper Enfantin reste identifié à ces caricatures qui brocardaient la folle communauté de Ménilmontant. Il avait alors à peine la trentaine, l'expérience libertaire n'a pas duré deux ans alors qu'il a présidé le PLM et animé les chemins de fer européens pendant près de trente ans. Les Péreire et leurs amis ont sombré eux aussi dans le souvenir douteux des spectaculaires effondrements. Zola les assassine avec « l'Argent ». Pourtant, les entreprises les plus hardies de la féconde filiation de Saint-Simon n'ont-elles pas trouvé, au cours du temps, leur totale ou partielle concrétisation, depuis la fin du siècle dernier, où les canaux de Suez et Panama bouleversèrent les communications internationales, jusqu'à la fin de ce xx^e siècle, où les échanges financiers ont pris la dimension planétaire et sont devenus le vecteur obligé de tous les développements ? Reste à vérifier, cependant, que notre moder système international puisse, selon les termes fleuris de Michel Chevalier, répandre « un chyle salubre dans toutes les veines de ce corps à la dévorante activité ».

Mais le prophète de l'âge d'or, au premier printemps de l'industrialisation, avait tout à la fois prévu cette amnésie ingrate de sa descendance et annoncé la réalisation future de ses plans bienfaisants, lorsqu'il disait à ses disciples : « Nos enfants croiront avoir de l'imagination, ils n'auront que des réminiscences ».

NOTES ET REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

Les travaux sur Henri de Saint-Simon et les saint-simoniens sont nombreux et de valeur très inégale.

Le lecteur qui voudrait en savoir davantage sur le maître et l'école devra se reporter à l'ouvrage monumental d'Henri d'Allemagne, publié en 193 et qui n'a pas trouvé depuis son substitut. Les recherches de Jean Walch, plus récentes, permettent de faire le point sur les œuvres abondantes des saint-simoniens et la littérature qui les concerne. Celles d'Henri Desroche apportent un éclairage particulier sur les aspects religieux et plus sociologiques. Du point de vue politique, la thèse de Pierre Viaud, *Le concept d'humanité dans la pensée politique du début du XIX^e*, Paris I, 1989, fournit des éclaircissements pénétrants. Enfin, dans l'ordre plus précis de l'économie, les deux cahiers de l'ISEA, *Economies et sociétés*, tome IV, n^{os} 4 et 5, 1970, offrent une moisson de réflexions internationales. Sous le titre *Saint-Simonisme et pari pour l'industrie, XIX^e-XX^e siècles* et sous la direction de François Perroux et Pierre-Maxime Schuhl, une grande partie des contributions précisent ou renouvellent maints aspects de la participation des saint-simoniens au développement de l'économie mondiale. Encore une fois, les données relatives aux finances et au crédit ne font l'objet que du seul article de Bertrand Gille, cité plus haut, et qu'il a repris dans son livre *La Banque et le Crédit au XIX^e siècle*, Genève, Droz, 1972.

Une grande partie des sources est conservée à la Bibliothèque de l'Arsenal, dans les différents fonds de manuscrits et d'imprimés des saint-simoniens, d'autres gisements demeurent à la Bibliothèque nationale et dans plusieurs collections publiques et privées. Nous avons, avec mon ami Kang Zhengh, chercheur à la Mission des travaux historiques de la Caisse des dépôts, exploré, deux mois durant, pour la REF, les fonds de l'Arsenal et de la BN. Les matériaux pour une enquête systématique sur l'apport des saint-simoniens à l'économie financière sont innombrables, ils attendent inventeurs et commentateurs.